



Démétropolisation

Des précisions...très floues!

Le 15 novembre, au lendemain de notre grève et manifestation nationale, s'est tenu le quatrième comité interministériel de la transformation publique (CITP). A son ordre du jour : la délocalisation des services ou plutôt des agentes et agents de l'État pour « revitaliser » les territoires ruraux et péri-urbains.

Nous apprenons donc que ces délocalisations s'étaleront jusqu'en 2027 et concerneront **6000 agentes et agents publics dont 3020 du Ministère de l'Action et des Comptes publics** : notre ministère .

Sur ces 3020 équivalents temps plein (ETP) : **2.500 seront issus de la DGFIP** dont les transferts doivent se dérouler de 2020 à 2025.

Sur les 2500 : **1500 seront issus de l'Île de France** et notamment de la DRFIP 75.

Les destinations finales de ces délocalisations ne sont pas encore connues puisque les collectivités locales ont jusqu'à la fin du mois pour porter leur candidature. Mais d'ores et déjà nous savons que Chalons en Champagne, Nevers, Tulle, Hendaye sont sur les rangs pour nous accueillir.

Selon leur communication, en nous délocalisant, ils remettraient du service public de proximité. Mais dans le même temps, ils veulent fermer 1246 trésoreries , ils suppriment des milliers d'emplois chaque année, ils privatisent nos missions, ils mettent les usagers « dehors »...

Cette communication, c'est de l'enfumage.

Ne nous laissons pas endormir !

**Une société sans services publics, sans finances publiques est
une société plus inégalitaire.**